

Le ministre des Finances a fait preuve d'une indifférence navrante et odieuse et a clairement montré à tous les Canadiens combien lui-même et le gouvernement Mulroney sont déphasés. Le ministre des Finances devrait faire amende honorable à la Chambre et présenter ses excuses aux Canadiens qui perdent leur emploi, leur entreprise, leur exploitation agricole. . .

**M. le Président:** Le temps de parole du député est écoulé.

\* \* \*

[Français]

### LE FESTIVAL DU CINÉMA INTERNATIONAL EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

**M. Gabriel Desjardins (Témiscamingue):** Monsieur le Président, aujourd'hui se termine à Rouyn-Noranda la neuvième édition du Festival du Cinéma international en Abitibi-Témiscamingue. Pour une neuvième année consécutive, ce festival a connu une réussite exceptionnelle. Plus de 90 films en provenance de 24 pays, voilà le menu de cette neuvième édition.

Permettez-moi, monsieur le Président, de féliciter M. Jacques Matte et toute son équipe ainsi que toute l'armée de bénévoles qui ont contribué, encore une fois, à faire de cet événement un franc succès.

Merci aux gens de l'industrie cinématographique venus de partout à travers le monde. Merci aux médias, merci aux commanditaires, dont Téléfilm Canada et le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. Surtout, merci aux milliers de cinéphiles qui, par leur assiduité, contribuent à l'immense succès de ce Festival du Cinéma international en Abitibi-Témiscamingue.

\* \* \*

[Traduction]

### LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES

**Mme Christine Stewart (Northumberland):** Monsieur le Président, les États-Unis assument à compter d'aujourd'hui la présidence du Conseil de sécurité des Nations Unies, dans le cadre de la rotation mensuelle à ce poste.

Nombreux sont ceux qui s'inquiètent du fait que les États-Unis endossent ces fonctions à un moment aussi critique de la crise du Golfe. L'opération Bouclier du

### Article 31 du Règlement

désert, menée par les États-Unis et réalisée hors du cadre des Nations Unies et du Conseil de sécurité, soulève des interrogations au sujet de la volonté de ce pays d'accorder la priorité aux interventions de l'ONU à cet égard.

La semaine dernière, nous avons entendu le secrétaire d'État aux Affaires extérieures admettre publiquement que le Canada irait en guerre sans l'accord de l'ONU si cela s'avérait nécessaire, ce qui contredit entièrement ses déclarations précédentes selon lesquelles la politique canadienne devait découler des résolutions du Conseil de sécurité.

Je fais appel aux États-Unis, maintenant qu'ils sont à la présidence du Conseil de sécurité, pour qu'ils profitent de leur position au conseil et favorisent la formation d'un commandement de l'ONU affecté dans le Golfe.

Je prie également le gouvernement du Canada de faire usage de ses propres voies diplomatiques et des initiatives de l'ONU, plutôt que de faire des menaces de guerre, pour trouver de nouveaux moyens d'assurer la solution pacifique de la crise du Golfe et la libération des otages canadiens en Irak.

\* \* \*

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

**M. John R. Rodriguez (Nickel Belt):** Monsieur le Président, j'ai ici une lettre adressée au président des États-Unis, George Bush, Bureau ovale, Maison-Blanche, Washington, D.C., É.-U.

Monsieur le Président,

Je crois savoir qu'un projet de loi attend votre signature sur votre bureau.

Ce projet de loi inclut l'amendement Mack interdisant aux filiales canadiennes d'entreprises américaines de commercer avec Cuba.

Monsieur le Président, vous n'administrez plus la CIA et ses opérations secrètes au Canada et en Amérique latine. Je vous rappelle que le gouvernement du Canada est, pour ainsi dire, le seul de vos copains qui soit prêt à se conformer à vos ordres de marche dans les bons comme dans les mauvais jours.

Monsieur le Président, en dépit de votre fidèle serviteur Brian Martin Joseph Mulroney de Baie-Comeau, je peux vous assurer que 26 millions de Canadiens n'apprécient pas du tout que vous vouliez décider avec qui le Canada peut commercer et j'ajouterai que vous n'avez pas le droit, Monsieur le Président, de mettre le nez dans notre liste de clients.

Au nom de mes frères et sœurs du Canada, je vous exhorte à respecter la souveraineté et le régime démocratique du Canada.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma défiance affichée, John Rodriguez